

Vers une communauté nourricière à Saint-Camille : la co-idéation d'un projet

Mélanie Doyon, Juan-Luis Klein, Isabelle Prud'homme et Louis-Philippe Blanchette

Volume 31, numéro 3, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1096589ar>
DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n3.1516>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (imprimé)
2564-2189 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Doyon, M., Klein, J.-L., Prud'homme, I. & Blanchette, L.-P. (2022). Vers une communauté nourricière à Saint-Camille : la co-idéation d'un projet. *Revue Organisations & territoires*, 31(3), 1–11.
<https://doi.org/10.1522/revueot.v31n3.1516>

Résumé de l'article

Ce texte présente une expérience de recherche partenariale qui vise à contribuer à l'idéation et à la mise en place d'une communauté nourricière à Saint-Camille, en Estrie. D'abord, un retour est fait sur les Ateliers des savoirs partagés, un projet visant à provoquer un processus de réflexion sur l'action, de coapprentissage et de systématisation des expériences pour dynamiser des communautés rurales. Ensuite, le contexte du renouvellement des préoccupations pour les projets alimentaires locaux est rappelé. Ces deux éléments se sont avérés nécessaires à la coconstruction d'un projet de recherche partenariale ciblant l'élaboration d'une planification pour le développement d'une communauté nourricière à Saint-Camille. Les étapes d'idéation de ce projet, son ancrage territorial et ses premières contributions pour la mise en place d'une communauté nourricière sont discutés. Le projet s'inscrit dans les prémisses sur la recherche performative comme cadre d'interaction entre chercheurs et acteurs dans une perspective de transition sociétale et écologique.



Vers une communauté nourricière à Saint-Camille : la co-idéation d'un projet¹

Mélanie Doyon^a, Juan-Luis Klein^b, Isabelle Prud'homme^c, Louis-Philippe Blanchette^d

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n3.1516>

RÉSUMÉ. Ce texte présente une expérience de recherche partenariale qui vise à contribuer à l'idéation et à la mise en place d'une communauté nourricière à Saint-Camille, en Estrie. D'abord, un retour est fait sur les Ateliers des savoirs partagés, un projet visant à provoquer un processus de réflexion sur l'action, de coapprentissage et de systématisation des expériences pour dynamiser des communautés rurales. Ensuite, le contexte du renouvellement des préoccupations pour les projets alimentaires locaux est rappelé. Ces deux éléments se sont avérés nécessaires à la coconstruction d'un projet de recherche partenariale ciblant l'élaboration d'une planification pour le développement d'une communauté nourricière à Saint-Camille. Les étapes d'idéation de ce projet, son ancrage territorial et ses premières contributions pour la mise en place d'une communauté nourricière sont discutés. Le projet s'inscrit dans les prémisses sur la recherche performative comme cadre d'interaction entre chercheurs et acteurs dans une perspective de transition sociétale et écologique.

ABSTRACT. This article describes a partnership research experience that aims to contribute to the ideation and implementation of a food community in Saint-Camille in the Estrie region of Quebec. First, a word about the *Ateliers des savoirs partagés* (knowledge sharing workshops), a project to initiate a process of reflection on action, cross-learning and systematization of experiences to improve the dynamism of rural communities. Then, the context of the renewal of concerns for locally produced food is discussed. These two elements have proved to be essential for the co-construction of a partnership research project to design a development plan for a "food community" in Saint-Camille. The ideation steps of this project, the territorial bonds and its first contributions to implement a food community will be discussed. The project is part of the premises of performative research as a framework for interaction between researchers and social actors in a perspective of societal and ecological transition.

Introduction

Ce texte décrit les différentes étapes de co-idéation d'un projet de recherche partenariale mené dans le cadre d'une expérience de partage de savoirs et de coconstruction de connaissances en cours depuis 2012 intitulée Ateliers des savoirs partagés (ASP). Cette co-idéation porte sur la mise en place d'une communauté nourricière, dans la municipalité de Saint-Camille, au Québec (Canada), soit d'un agencement d'acteurs intervenant afin de mieux répondre aux besoins locaux, notamment en sécu-

risation alimentaire, mais aussi en approvisionnement local, en milieu rural.

L'article s'organise comme suit. D'abord, un retour sur les circonstances dans lesquelles s'inscrit le projet est fait, notamment en ce qui a trait à la recherche et à de grandes tendances entourant les enjeux et les préoccupations alimentaires. Ensuite, le processus d'élaboration du projet de recherche et la réalisation de ses premières étapes sont présentés, en mettant en évidence leur imbrication dans le processus de planification de développement pour une communauté nourricière. Enfin, une recension d'initiatives alimentaires est présentée et certains

^a Professeure, département de géographie, Université du Québec à Montréal

^b Professeur, département de géographie, Université du Québec à Montréal

^c Diplômée de la maîtrise en géographie, département de géographie, Université du Québec à Montréal

^d Candidat à la maîtrise en sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal

éléments de caractérisation de la communauté nourricière à Saint-Camille sont proposés. En conclusion, les principaux liens entre les approches de la communauté nourricière sont explicités.

1. L’ancrage partenarial d’un projet de recherche

Les ASP constituent une expérience entre des chercheurs et chercheuses du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et des acteurs de communautés rurales. Instaurés lors d’une première étape avec la communauté de Saint-Camille (Klein et collab., 2015), puis élargis dans une deuxième étape à la municipalité de Petit-Saguenay et dans la municipalité régionale de comté (MRC) de Bellechasse (Tremblay et collab., 2022), ils englobent, dans une troisième étape en déploiement depuis 2021, une dizaine de communautés.

Les ASP constituent une pépinière d’expérimentations avec les communautés et les acteurs des territoires concernés. Ces expérimentations mobilisent des praticiens et des chercheurs universitaires, et portent sur plusieurs champs d’action, dont l’animation culturelle, l’offre de services, la revalorisation du patrimoine, l’activité scolaire, l’habitat, l’aménagement du territoire, la revitalisation démographique et la sécurisation alimentaire.

Cette collaboration s’inscrit dans une nouvelle conception du lien entre les milieux de la recherche et de la pratique, où l’université s’imbrique dans la collectivité et s’engage en tant que partie prenante de son développement. Cette vision fait appel au travail partenarial que le CRISES met en pratique depuis sa fondation afin de susciter des innovations sociales en réponse aux besoins et aux aspirations des citoyens et citoyennes ainsi que des communautés (Bouchard, 2021). Ce travail partenarial est à la base d’une conception de la recherche s’inscrivant dans un changement épistémologique qui favorise le croisement de savoirs universitaires et pratiques et, ainsi, la coconstruction de connaissances nécessaires pour un développement des communautés qui vise le bien commun des citoyens et citoyennes, et non uniquement la valorisation de leurs ressources à des fins économiques.

Dans ce renouveau épistémologique, la recherche vise bien sûr à expliquer la nature des problèmes qui affectent les communautés et à entrevoir des voies possibles pour infléchir l’effet des facteurs

qui les provoquent, mais elle ne s’arrête pas là. Dans une perspective pragmatiste et performative (Gibson-Graham, 2008 ; Gibson-Graham et collab., 2019), la recherche aide aussi à expérimenter des modalités d’action en matière de développement. C’est à travers ces expérimentations que ces modalités d’action sont soumises au test de la pratique et que de nouvelles connaissances sont produites. La recherche vise ainsi à faire émerger les « possibles » (de Sousa Santos, 2016), à rendre réelles les solutions envisagées.

L’option de la communauté nourricière s’inscrit dans cette perspective. D’une part, elle découle de la constatation d’un défi majeur qui se pose aux sociétés, défi imposé par la configuration mondialisée des flux financiers et économiques affectant entre autres la production, la transformation et la consommation alimentaires. Ces flux mondialisés ont notamment eu comme effet d’accroître l’insécurité alimentaire dans des villes et des régions, y compris dans des milieux ruraux, d’où les demandes en sécurisation alimentaire émergeant dans plusieurs communautés urbaines et rurales (Doyon et Klein, 2019).

D’autre part, l’intérêt pour la mise en place de communautés nourricières résulte d’une préoccupation grandissante envers la provenance et la qualité des aliments consommés. Ainsi, la question de la proximité relationnelle et spatiale entre la production des aliments et leur consommation a pris de l’ampleur au cours des dernières années. Du point de vue de l’approvisionnement alimentaire, la proximité relationnelle fait référence aussi bien aux interactions de production qu’aux interactions sociales entre acteurs, notamment les circuits courts, tandis que la proximité spatiale correspond à la mise en œuvre de modalités de production et de commercialisation au sein d’une même région ou à l’intérieur d’un périmètre réduit. Cette proximité s’incarne à travers des marchés publics en milieu local, dont le nombre au Québec est passé de 34 en 1980 (Bergeron, 1992) à 160 en 2021 (Pichard, 2021); l’autocueillette et les kiosques à la ferme; ou encore les paniers hebdomadaires (tant ceux du réseau des fermiers et fermières de famille que ceux des fermes Lufa) (Doyon et Klein, 2021; Ouro-Koura et Klein, 2019).

Vers 2020, l’intensité accélérée de la mondialisation économique, l’urgence de diminuer la vitesse des changements climatiques ainsi que la pandémie de

la COVID-19, notamment les ruptures réelles ou appréhendées des chaînes d'approvisionnement que celle-ci a provoquées, ont signalé le besoin d'aller plus loin dans la stratégie de reterritorialisation de l'économie, en particulier de la production alimentaire, en établissant un lien avec la consommation des aliments.

À l'échelle du Québec, le gouvernement a misé sur le Panier bleu, une vitrine pour les marchands et les fabricants de la province, incluant le secteur alimentaire, sans pour autant aller au bout d'une démarche qui aurait pu avoir des conséquences majeures sur l'encastrement de l'économie dans le territoire. Assurer des formes d'approvisionnement alimentaire local devient une aspiration de divers acteurs et citoyens en milieu local. Cette aspiration inspire des initiatives et des innovations sociales visant la sécurisation alimentaire (Arsenault-Hétu et Doyon, 2019), et suscite une sensibilité nouvelle pour la qualité des aliments produits localement, ce qui explique par exemple en partie le succès des fermes Lufa (Ouro-Koura et Klein, 2019). Ces revendications s'appuient sur les concepts d'économie circulaire, de circuits courts, de territorialisation de l'économie et de milieu de vie, mais aussi sur des liens sociaux entre différents acteurs ruraux et urbains (résidents et visiteurs) par l'intermédiaire de plusieurs types de services associés surtout aux différentes formes d'économie de proximité (Colletis et Pecqueur, 2018).

En 2022, la question nourricière est mise à l'avant-plan de manière plus alarmante encore. En effet, la situation alimentaire mondiale s'est détériorée, notamment en raison des conflits régionaux, des phénomènes climatiques extrêmes, des impacts de la guerre en Ukraine sur le prix de l'énergie et des aliments. À leur tour, ces impacts ont provoqué de l'inflation, menaçant la vie de plusieurs millions de personnes dans les pays les plus pauvres (FAO et WFP, 2022).

Si, au Québec, des effets aussi dramatiques ne sont pas encore attendus, il n'en demeure pas moins que l'inflation, la crise du logement et l'augmentation des taux d'intérêt ont mis – et vont continuer de mettre – à mal les finances des individus et des familles. L'insécurité alimentaire guette donc une part grandissante de la population.

Ainsi, les constatations de l'incapacité du système économique dominant d'orientation extractiviste à

assurer l'alimentation des communautés de façon saine et adéquate a inspiré des initiatives amorcées dans des collectivités territoriales qui ont cherché à transformer les modalités de mise en valeur des ressources agricoles (Élie-Leonard et Doyon, 2019, 2022). Plusieurs formes de reconfiguration des rapports entre les acteurs de la production, de la transformation, de la distribution et de la consommation jalonnent ces expériences.

2. Saint-Camille et l'enjeu nourricier

La préoccupation de la municipalité de Saint-Camille pour l'enjeu nourricier est ancienne². Elle est notamment due à la dissociation entre la production agricole locale et les besoins alimentaires locaux. Les bases de cette dissociation remontent aux années 1940, alors qu'une transformation de l'économie locale et des modes de production agricole s'amorçait (Dupont, 2009). Cette transformation concerne le passage d'un système de polyculture et de petits élevages essentiellement pour l'autoconsommation et de la commercialisation de proximité vers une agriculture industrielle devant répondre aux standards des acteurs de la distribution et de la transformation. Cette transformation du système agroalimentaire améliore la productivité agricole et accroît le patrimoine de plusieurs des habitants et habitantes de la municipalité, mais porte aussi des germes de dévitalisation.

Ainsi, le nouveau modèle pousse les agriculteurs et agricultrices à se moderniser et à se spécialiser, et les marchés à s'ouvrir. À terme, on assiste à une concentration des exploitations, ce qui se traduit par une diminution du nombre de producteurs et par une décroissance démographique des milieux agricoles (Ruiz et Domon, 2014). Par conséquent, le modèle de la production autosuffisante fait place à une production plus intensive pour répondre aux demandes issues de l'urbanisation et à l'ouverture des marchés nationaux et internationaux, ce qui se traduit par l'enrichissement de certains producteurs, mais, en même temps, par la dévitalisation de villages, comme celui de Saint-Camille, en tant que milieu de vie.

Dès les années 1990, une préoccupation nouvelle pour la revitalisation du monde rural émerge au Québec. La tenue des États généraux du monde rural, en 1991, a contribué à la création de Solidarité rurale, qui a appuyé le monde rural, jusqu'à l'abolition de l'organisme en 2015. Son abolition, tout

comme celle de la Politique nationale de la ruralité, s'inscrit dans une rupture avec ce qui avait été l'approche participative du modèle québécois de développement économique, rupture imposée par un gouvernement d'orientation néolibérale (Lachapelle et Bourque, 2020). La communauté de Saint-Camille a été très impliquée dans ce processus de redéveloppement, en tant que village en quête de revitalisation, mais aussi parce qu'un des artisans des États généraux et le premier président de Solidarité rurale était un de ses résidents, un leader du mouvement rural.

Tout au long de cette période, en plus du déclin démographique important de la municipalité, les leaders de Saint-Camille constataient et déploraient la déconnexion entre la production et la transformation agricoles locales et les besoins alimentaires locaux et, par le fait même, entre le village et la campagne environnante. Aussi, l'expérience des ASP inscrit-elle ces enjeux dans ses champs d'action dès le départ.

3. L'idéation partenariale d'un projet de recherche sur la communauté nourricière

Dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième phase de ce projet (ASP 3.0), la question nourricière s'est à nouveau révélée comme un élément central pour la communauté de Saint-Camille, mais aussi pour d'autres communautés participantes. C'est ainsi qu'a émergé l'idée de la mise en place d'une communauté nourricière.

En avril 2021 a eu lieu une rencontre de suivi du comité des ASP de Saint-Camille. Au cours de cette rencontre, le directeur de la Corporation de développement socioéconomique de Saint-Camille (CODESESCA) a annoncé avoir obtenu du financement pour élaborer son Plan de développement pour une communauté nourricière (PDCN). En effet, à la fin de l'année 2020, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) avait lancé un premier appel de projets pour la réalisation de ce type de plan³. Le PDCN s'inscrit dans « une volonté d'organiser et de formaliser, à l'échelle locale, une stratégie alimentaire cohérente et concertée » (MAPAQ, 2022, p. 7).

Faisant suite à ces échanges, en mai 2021, une rencontre a lieu entre la CODESESCA et l'équipe de recherche afin de discuter de la possibilité de demander une subvention dans le cadre du programme Engagement partenarial du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour mener une recherche qui nourrirait la réflexion de Saint-Camille dans le cadre de sa planification. À cette occasion, la CODESESCA a proposé certaines avenues en fonction des besoins de la communauté pour élaborer son PDCN. Le besoin de documenter des pratiques innovantes mises en place dans d'autres communautés rurales afin d'éclairer la démarche de Saint-Camille a ainsi émergé.

L'accent a été mis sur les solutions expérimentées dans ces autres initiatives afin de contourner les verrous institutionnels, organisationnels et autres qui pouvaient poser des problèmes à la mise en œuvre d'une communauté nourricière. Le projet de recherche a donc eu pour objectif de documenter différentes trajectoires (émergence, établissement, difficultés, solutions) empruntées par des initiatives québécoises contribuant à la création de communautés nourricières.

Une interaction partenariale s'est ainsi constituée autour d'un projet de recherche visant à faciliter la mise en place de la communauté nourricière de Saint-Camille, mais aussi à mieux comprendre la notion de communauté nourricière, et ce, dans la perspective de la reterritorialisation des relations entre les acteurs de la production, de la transformation et de la consommation des produits alimentaires.

Une rencontre tenue en septembre 2021 entre les partenaires a permis de dégager trois grands thèmes à prioriser pour l'étude d'initiatives permettant d'aider, par leur exemple, la communauté de Saint-Camille à l'implantation d'une communauté nourricière : la sécurisation alimentaire, l'éducation alimentaire et l'alimentation de proximité. Ladite rencontre a également permis d'établir une compréhension commune de ces thèmes :

1. Les initiatives de *sécurisation alimentaire* doivent, de manière générale, améliorer l'offre, l'accessibilité (physique et financière) et la qualité, tant des aliments du circuit commercial que de l'aide alimentaire;

2. *L'éducation alimentaire* doit être comprise dans son sens le plus large, c'est-à-dire tant en ce qui a trait à l'éducation scolaire qu'à la formation, à l'accompagnement ou encore à l'information à des groupes cibles ou au grand public;
3. *L'alimentation de proximité* inclut des initiatives qui favorisent la production, la transformation et la distribution locales et régionales, réduisant ainsi la distance entre les producteurs et les consommateurs.

Ces thèmes sont englobants, ce qui fait qu'ils désignent des champs d'action qui s'entrecroisent.

Après cette rencontre, une recension d'environ 80 initiatives a été réalisée. La majorité des initiatives ont été repérées dans la presse francophone canadienne par le biais de la base de données Eureka, grâce à une recherche par mots-clés, soit : *sécurité alimentaire; autonomie alimentaire; agriculture de proximité; communauté nourricière; éducation alimentaire; littérature alimentaire; et initiative alimentaire.*

Les années de recherche ont également été limitées, soit entre 2016 et 2021, afin de recenser des initiatives récentes et de pouvoir éventuellement mener des entretiens avec des personnes ayant contribué à leur élaboration et à leur mise en place. Tout de même, certaines initiatives pourraient avoir débuté un peu avant 2016. À l'opposé, certaines en sont à leur tout début, voire ne sont que partiellement implantées. Elles ont tout de même été retenues si elles présentaient une trajectoire d'implantation et de mise en œuvre pouvant contribuer à la réflexion de Saint-Camille.

Enfin, lorsque plusieurs initiatives très similaires existaient, une seule était retenue. En effet, bien qu'il ait existé certaines variations (p. ex., plus de 150 cuisines collectives [RCCQ, 2022] s'adressant à une clientèle cible ou axées sur un type ou un autre d'alimentation), celles-ci n'étaient pas pertinentes à ce stade de la recherche.

La recension des initiatives réalisée avait comme objectif de donner à voir la diversité des types d'actions pouvant être mises en œuvre, plutôt que d'établir un recensement exhaustif. De plus, les initiatives devaient s'inscrire dans l'un ou l'autre des thèmes définis en partenariat avec les acteurs de Saint-Camille.

Ainsi, les initiatives devaient être actives, collectives (ou avoir un potentiel pour en faire un projet collectif), d'implantation récente et être situées au Québec, surtout en milieu rural ou peu urbanisé. La plupart des initiatives combinent plusieurs objectifs, retombées possibles et modalités d'action. Puisque les thèmes qui ont servi à la recension des initiatives ne sont pas mutuellement exclusifs, plusieurs des initiatives se situent à la confluence de deux d'entre eux et même des trois (voir figure 1).

Soulignons que la classification a été effectuée par l'équipe de recherche et pourrait ne pas apparaître conforme aux visées des initiatives elles-mêmes. Par exemple, une initiative dont l'objectif serait la revitalisation rurale pourrait permettre d'améliorer la production agricole locale. Il pourrait s'agir d'un objectif secondaire, voire d'une retombée possible. Il n'en demeure pas moins qu'elle pourrait contribuer, selon nous, à l'un des trois thèmes; c'est pour cette raison qu'elle a été considérée dans cette recherche.

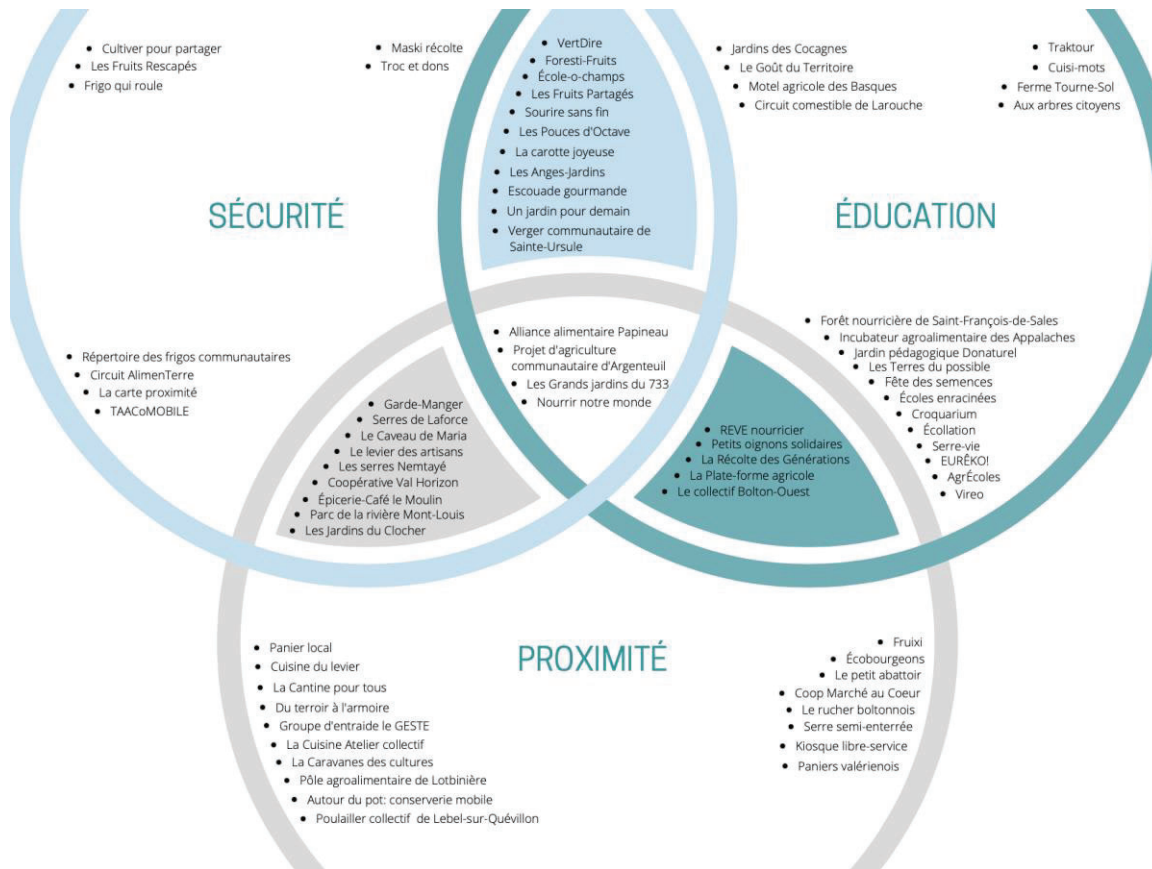


Figure 1 – Initiatives recensées selon les trois grands thèmes

Une synthèse de la recension des initiatives a été présentée aux citoyens et citoyennes de Saint-Camille lors d'un forum citoyen tenu le 27 novembre 2021 et organisé par la CODESESCA dans le cadre de la mise en place de la communauté nourricière. Environ 50 personnes de la municipalité étaient réunies, dont des personnes toujours actives professionnellement et d'autres retraitées, issues des milieux politique, agricole, scolaire, culturel, etc. L'objectif était d'exposer à la communauté une diversité d'actions pouvant être entreprises pour favoriser la mise en place d'une communauté nourricière selon les priorités identifiées par Saint-Camille.

À la suite de la présentation des initiatives, celles-ci ont été disposées sur des panneaux et placées dans la salle où se tenait le forum (voir photos). Chaque personne participante a été invitée à voter (avec des

feuilles autocollants de couleur) pour les trois initiatives qu'elle considérait comme les plus porteuses pour la communauté. D'autres initiatives n'ayant pas fait partie de la recension pouvaient également être ajoutées par les participants et participantes. Au terme de cet exercice, les initiatives ayant obtenu le plus de votes ont fait l'objet d'une discussion en groupe de 5-6 personnes sur la meilleure façon de s'en inspirer pour mettre en place la communauté nourricière de Saint-Camille.

Les préférences exprimées ont également orienté le choix des initiatives à documenter dans la seconde partie de la recherche. Elles témoignent de l'idéation partenariale du projet, laquelle est le résultat de l'action conjointe des milieux de la recherche et de la pratique, ce qui illustre la démarche de partage de savoirs et de coconstruction de la connaissance qui inspire les ASP.



Figure 2 – Forum citoyen de Saint-Camille tenu le 27 novembre 2021
Source : Mélanie Doyon, 2021

Ensuite, les initiatives ayant suscité le plus d'intérêt ont été examinées afin de déterminer s'il s'avérait pertinent de les documenter. Si cela a été le cas pour plus de la moitié, pour d'autres, cela apparaissait moins intéressant. Par exemple, les réfrigérateurs communautaires, où les gens sont invités à déposer leurs surplus alimentaires pour que des personnes dans le besoin puissent les récupérer, ont intéressé les personnes de Saint-Camille. Toutefois, bien qu'une telle initiative puisse revêtir certains enjeux, notamment d'emplacements possibles et souhaitables, ceux-ci ne sont pas apparus suffisamment complexes pour justifier leur documentation. Par ailleurs, les responsables d'une autre initiative n'ont pas pu être joints, malgré de nombreuses tentatives. Enfin, il est apparu qu'une initiative n'était finalement plus active. À la suite de cette séance de coconstruction, d'autres initiatives à documenter ont été identifiées par l'équipe de recherche, par la CODESESCA et par les personnes de Saint-Camille participant aux rencontres des ASP.

Au total, 9 initiatives situées dans différentes régions du Québec (voir carte 1) ont été documentées grâce à 23 entretiens d'une durée moyenne de 50 minutes :

1) *Écobourgeois à La Sarre*

Écobourgeois est une entreprise privée de maraîchage nordique *low tech* située dans la ville de La Sarre, dans la MRC d'Abitibi-Ouest. Elle est implantée sur des terrains résidentiels, dont un appartenant au porteur du projet. Le projet mise sur une agriculture d'hyperproximité en vendant ses produits à travers des paniers, en épicerie, à des restaurants ainsi qu'au marché public. L'entreprise met l'accent sur les cultures de conservation et vise l'amélioration de la sécurité alimentaire.

2) *Forêt nourricière de Saint-François-de-Sales*

La Forêt nourricière de Saint-François-de-Sales, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, est un espace citoyen où des arbres fruitiers, des légumes, des fines herbes et des fleurs comestibles ont été plantés, sous l'inspiration du fonctionnement d'une forêt. La cueillette des aliments produits est ouverte à tous. Au-delà de l'implantation de la forêt elle-même, le projet est supervisé et animé pour une période de cinq ans par Eurêko!, un organisme spécialisé. Du mobilier et des jeux pour enfants ont été installés afin de favoriser la fréquentation du site.

3) *Pôle agroalimentaire de Lotbinière*

Le Pôle agroalimentaire de Lotbinière, dans Chaudière-Appalaches, est un espace multifonctionnel situé au cœur du village regroupant une épicerie (vrac, produits locaux, produits généraux), une boulangerie, une cuisine de transformation, un marché en ligne ainsi qu'un café. Il s'agit d'une coopérative de solidarité qui soutient l'entrepreneuriat agroalimentaire régional.

4) *Coop Marché au Cœur de Saint-Adrien*

Le Centre d'alimentation territorial à Saint-Adrien, en Estrie, est un projet de coopérative se mettant progressivement en place comprenant une épicerie, un restaurant et une cuisine de transformation dans un même bâtiment, au centre du village.

5) *Le Rucher boltonnois à Bolton-Est*

Le Rucher boltonnois, en Estrie, a initialement été mis en place autour d'un projet d'apiculture communautaire. Peu à peu, d'autres volets visant d'autres objectifs se sont greffés à l'OBNL, soit un marché public, une infrastructure culturelle, un bistro éphémère et des animations pour les enfants. Puis, un immeuble a été acquis, où se sont installés une cuisine collective, un bistro permanent, des animations et un marché en ligne. D'autres projets sont en cours au moment d'écrire ces lignes, dont celui d'une microbrasserie.

6) *Motel agricole des Basques à Trois-Pistoles*

Le Motel agricole des Basques, dans le Bas-Saint-Laurent, est un espace de location à long terme de parcelles agricoles inspiré des motels industriels. Certains équipements (p. ex., la serre, la cuisine) peuvent être loués. Le projet envisage une mise en marché commune en fonction des projets qui

s'implanteront. De l'accompagnement est également offert aux locateurs d'espace, s'ils le souhaitent. Au moment d'écrire ces lignes, les projets se mettaient en place.

7) *Les Pouces d'Octave à Saint-Octave-de-Métis*

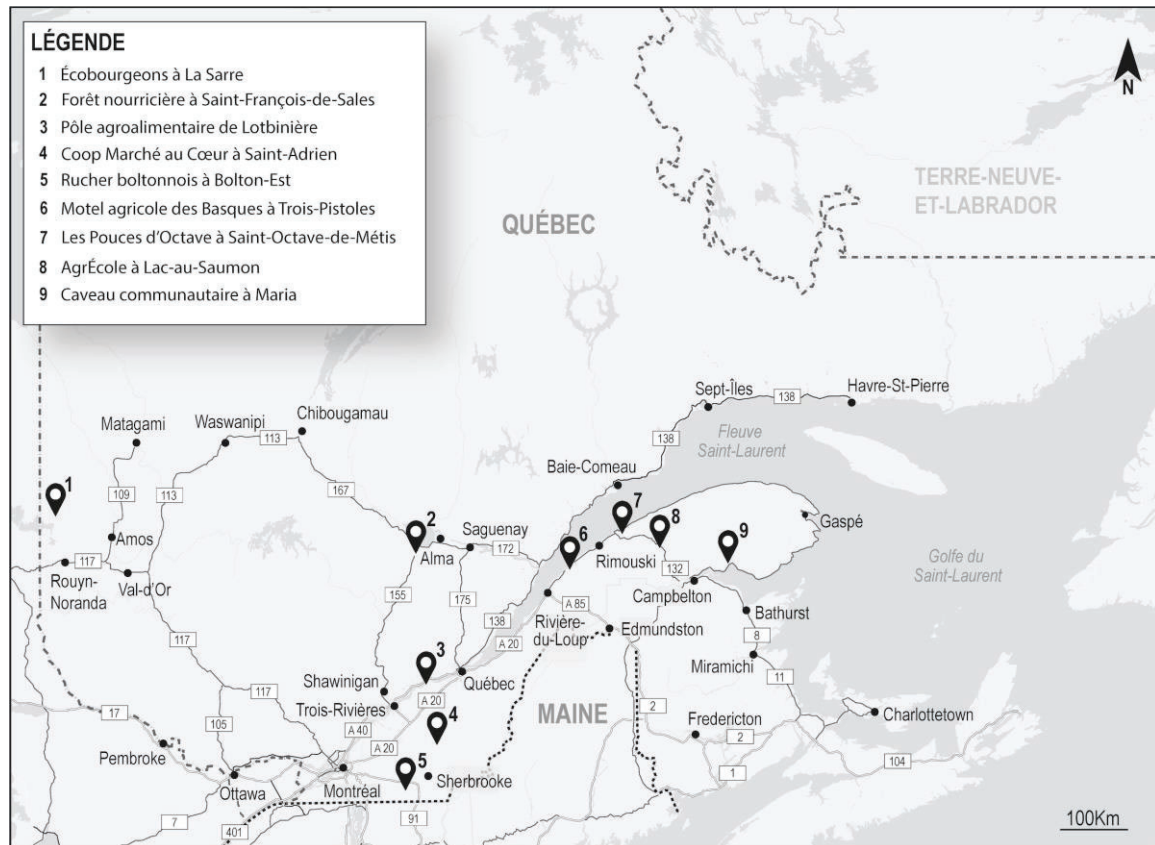
Les Pouces d'Octave est un projet communautaire situé au centre du village de Saint-Octave-de-Métis, dans le Bas-Saint-Laurent. Ce projet inclut une serre, une salle horticole, des jardins collectifs et une cuisine communautaire. Il vise l'acquisition de connaissances, notamment par les jeunes, sur les saines habitudes de vie et sur la nature. Des activités horticoles sont intégrées dans le programme scolaire et des activités intergénérationnelles ont lieu.

8) *AgrÉcole de Lac-au-Saumon*

AgrÉcole est une initiative portée par une approche pédagogique axée sur l'agroalimentaire développée par l'OBNL du même nom. Elle offre de l'accompagnement à des écoles primaires, dont celle de Lac-au-Saumon, dans le Bas-Saint-Laurent. Chaque année du cursus scolaire, le cycle complet d'un aliment est abordé, de la production à la consommation. Des bacs de jardinage extérieurs ainsi qu'un système de compostage ont été aménagés.

9) *Caveau communautaire de Maria*

Le Caveau communautaire de Maria, en Gaspésie, est une initiative citoyenne visant la remise en fonction d'un caveau à légumes désaffecté. Celui-ci appartient à des résidents et est situé sur un terrain privé. Il a été mis à la disposition de la communauté pour des besoins commerciaux et non commerciaux. Un OBNL a été créé pour la gestion des membres, des frais et du fonctionnement général.



Carte 1 – Neuf initiatives inspirantes pour Saint-Camille
Source : Mourad Djaballah, Département de géographie, UQAM

Conclusion

Cette analyse préliminaire donne à voir quatre aspects qui apparaissent importants pour la mise en œuvre d'une communauté nourricière.

Le premier élément concerne le *caractère pluriel et intersectoriel des acteurs impliqués et des actions entreprises* dans le cadre de ces initiatives. Ces dernières concernent une diversité de modalités d'intervention en matière alimentaire en lien avec des ressources naturelles, sociales et foncières en interaction. Il s'agit d'expériences qui ne fonctionnent pas en silo, mais plutôt de façon intégrée à l'échelle territoriale, ce qui, à notre avis, correspond à l'essence d'une communauté nourricière.

Cette caractéristique rejoint un deuxième aspect important. Les différentes activités mises en œuvre par ces initiatives sont définies en fonction des besoins des territoires concernés, ce qui explique leur hétérogénéité, et ce, à la fois pour répondre aux aspirations locales, notamment d'accessibilité physique et

financière aux produits alimentaires, d'alimentation saine et respectueuse de l'environnement ou, plus largement, d'appui au secteur agroalimentaire. La *convergence des objectifs* est essentielle, dans la mesure où cela met en interrelation des aspirations socioéconomiques et de santé dans des milieux qui font parfois face à des défis importants de revitalisation sociale et démographique.

Un troisième aspect qui se dégage de ces neuf initiatives concerne la spécificité des actions mises en œuvre ainsi que des ressources humaines, sociales, foncières et naturelles mobilisées par les acteurs des milieux dans lesquels elles s'inscrivent. Cela montre la *diversité des initiatives*, tant en ce qui a trait à leurs objectifs, à leur fonctionnement et à leur ampleur, ce qui laisse penser qu'il n'y a pas un modèle de communauté nourricière qui serait applicable à tous les territoires, mais plusieurs agencements d'acteurs, d'actions et d'objectifs pour donner sens au rattachement local de la communauté nourricière.

Le quatrième et dernier aspect que nous pouvons dégager de la recension réalisée concerne la *fonction de médiation* des organisations de la majorité de ces initiatives, médiation entre plusieurs fonctions et plusieurs types d'acteurs (économiques, politiques, culturels, associatifs). En général, la médiation assure un leadership partagé que favorise la relance d'initiatives et d'expérimentations à la base d'une communauté active et résiliente. Elle contribue aussi à la mise en œuvre d'une approche du développement basée sur la proximité organisée – et non seulement spatiale – des acteurs, laquelle participe au renforcement du pouvoir d'agir des communautés locales.

Par ailleurs, un élément général à dégager concerne l'importance de la connaissance dans les différentes initiatives, ce qui place la communauté nourricière dans le cadre de la société des connaissances. Vu que les initiatives ne poursuivent pas la valorisation économique des territoires à des fins de compétitivité, bien que plusieurs d'entre elles aient pour défi de « couvrir leurs frais », voire visent la rentabilité, on peut placer la communauté nourricière dans une nouvelle approche du développement territorial qui favorise le développement de milieux de vie permettant aux résidents et résidentes des territoires ruraux de bénéficier d'une qualité de vie adéquate, voire bonifiée. L'approche systémique qu'elle privilégie apparaît plus adaptée pour faire face à des problèmes complexes comme l'insécurité alimentaire (Rewa et collab., 2020). Ainsi, les préoccupations pour les communautés nourricières nous semblent à même de participer à la vitalité, au

bien-être et à l'attractivité des territoires et, donc, au développement territorial durable. Toutefois, cette notion reste à explorer plus en profondeur et à définir.

La communauté nourricière nous apparaît pour le moment comme une niche expérimentale prenant appui sur certaines stratégies bien connues, par exemple l'alimentation de proximité et la sécurité alimentaire, sans s'y limiter, car elles élargissent cette niche innovatrice. D'une part, elle s'appuie sur la notion de communauté locale, jalonnant ainsi des réponses aux effets dévitalisants de la mondialisation et émergeant comme une option pour renverser les hiérarchies existant entre le local et le mondial.

D'autre part, la communauté nourricière favorise les modalités de reterritorialisation socioéconomique, car elle rapproche la production et la consommation; crée une synergie entre l'initiative entrepreneuriale et le travail; articule la propriété et l'usage des ressources; et permet l'établissement de rapports plus harmonieux entre la collectivité et la nature.

Cet article a montré comment la recherche partenariale et le croisement de savoirs entre les milieux de la pratique et de la recherche contribuent à doter les acteurs locaux d'une communauté, dans ce cas celle de Saint-Camille, des capacités d'action et du pouvoir d'agir nécessaires pour définir une nouvelle ruralité plus forte et équitable sur les plans social et écologique (Alberio et Klein, 2022).

NOTES

- 1 Ce texte reprend certaines idées de l'article de Doyon, M., Blanchette, L.-P., Prud'Homme, I. et Klein, J.-L. (2022). Uma comunidade nutridora em Saint Camille (Quebec, Canadá): a co-ideação de um projeto. *Raízes : Revista de Ciências Sociais e Econômicas*, 42(1), 134-149. <http://dx.doi.org/10.37370/raizes.2022.v42.778>
- 2 Nous résumons ici les principaux éléments de la municipalité de Saint-Camille décrits par Klein et ses collègues (2015).
- 3 Ce programme fait suite au projet-pilote de plans d'agriculture urbaine du même ministère.

RÉFÉRENCES

- Alberio, M. et Klein, J.-L. (2022). Innovation socio-territoriale et modèles innovateurs de développement : le défi de la justice sociale et environnementale [Éditorial]. *Journal of Rural and Community Development*, 17(2), i-viii. <https://journals.brandonu.ca/jrcd/article/view/2243/561>
- Arsenault-Héту, C. et Doyon, M. (2019). La sécurisation alimentaire à travers l'innovation socio-agricole locale : le cas du Projet d'agriculture communautaire d'Argenteuil. Dans M. Doyon et J.-L. Klein (dir.), *Pour la sécurisation alimentaire au Québec : perspective territoriale* (p. 61-76). Presses de l'Université du Québec.
- Bergeron, Y. (1992). Les premières places de marché au Québec. *Revue d'histoire de la culture matérielle*, 35. <https://journals.lib.unb.ca/index.php/MCR/article/view/17503/22479>

- Bouchard, M. J. (2021). *L'innovation et l'économie sociale au cœur du modèle québécois : entretiens avec Benoît Lévesque*. Presses de l'Université du Québec.
- Colletis, G. et Pecqueur, B. (2018). Révélation des ressources spécifiques territoriales et inégalités de développement. *Revue d'économie régionale urbaine*, 5-6, 993-1011. <https://doi.org/10.3917/reu.185.0993>
- de Sousa Santos, B. (2016) *Épistémologies du Sud : mouvements citoyens et polémique sur la science*. Desclée de Brouwer.
- Doyon, M. et Klein, J.-L. (2019). *Pour la sécurisation alimentaire au Québec : perspective territoriale*. Presses de l'Université du Québec.
- Doyon, M. et Klein, J.-L. (2021). Non-conventional agricultural spaces and ecological transition: The cases of Le Grenier boréal and Lufa Farms in Québec, Canada. *Climate*, 9(148). <https://doi.org/10.3390/cli9100148>
- Dupont, D. (2009). *Une brève histoire de l'agriculture au Québec : de la conquête du sol à la mondialisation*. Fides.
- Élie-Leonard, J. et Doyon, M. (2019). L'autonomisation alimentaire en milieu géographique adverse : le cas du Grenier boréal en Minganie. Dans M. Doyon et J.-L. Klein (dir.), *Pour la sécurisation alimentaire au Québec : perspective territoriale* (p. 117-131). Presses de l'Université du Québec.
- Élie-Leonard, J. et Doyon, M. (2022). Une initiative agricole locale en appui à la sécurisation alimentaire : le cas de « Cultiver pour nourrir » dans la Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle (Québec). *Noréis*, 262, 31-48. <https://doi.org/10.4000/noréis.11753>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) et World Food Programme (WFP). (2022). Hunger Hotspots: FAO-WFP early warnings on acute food insecurity – June to September 2022 Outlook. <https://www.fao.org/3/cc0364en/cc0364en.pdf>
- Gibson-Graham, J. K. (2008). Diverse economies: Performative practices for “other worlds”. *Progress in Human Geography*, 32(5), 613-632. <https://doi.org/10.1177/0309132508090821>
- Gibson-Graham, J. K., Cameron, J., Healy, S. et McNeill, J. (2019). Roepke lecture in economic geography, manufacturing, and ethical action in the Anthropocene. *Economic Geography*, 95(1), 1-21. <https://doi.org/10.1080/00130095.2018.1538697>
- Klein, J.-L., Bussièrès, D., Caillouette, J., Doyon, M., Fontan, J.-M., Tremblay D.-G. et Tremblay P.-A. (2015). *Saint-Camille : récit d'une expérience de co-construction de la connaissance* [Cahiers du CRISES n° ES1505]. CRISES. https://crises.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/10/CRISES_ES1505.pdf
- Lachapelle, R. et Bourque, D. (2020). *Intervenir en développement des territoires*. Presses de l'Université du Québec.
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2022). *Guide pour l'élaboration d'un plan de développement d'une communauté nourricière*. Gouvernement du Québec. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/agriculture-pecheries-alimentation/agriculture/industrie-agricole/territoire/GM_communaute_nourriciere_MAPAQ.pdf?1648066577
- Ouro-Koura, R. et Klein, J.-L. (2019). L'entrepreneuriat social en agriculture urbaine : l'entreprise Les Fermes Lufa. Dans M. Doyon et J.-L. Klein (dir.), *Pour la sécurisation alimentaire au Québec : perspective territoriale* (p. 133-149). Presses de l'Université du Québec.
- Pichard, V. (2021, 7 août). De plus en plus de marchés publics partout au Québec. *Ici Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1814890/marches-publics-semaine-quebecoise-achat-local-nombre-record>
- Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ). (2022). *Nos membres*. <https://www.rccq.org/fr/membres>
- Rewa, J., Devine, A. et Godrich, S. (2020). South West Food Community: Understanding systemic change, and its associated challenges and successes, among food security projects. *Australian and New Zealand Journal of Public Health*, 44(6), 493-501. <https://doi.org/10.1111/1753-6405.13046>
- Ruiz, J. et Doman, G. (2014). *Agriculture et paysage : aménager autrement les territoires ruraux*. Presses de l'Université de Montréal.
- Tremblay, P.-A., Bérard, S., Bussièrès, D., Caillouette, J., Doyon, M., Dufresne, C., Lachapelle, R., Laroche, S., Lavoie, M.-È., Morin, L., Tremblay, S., Tremblay, S., Camus, A., Fontan, J.-M., Tremblay, D.-G. et Klein, J.-L. (2022). Les Ateliers des savoirs partagés : connectivité et développement en milieu rural. *Journal of Rural and Community Development*, 17(2), 177-199. <https://journals.brandou.ca/jrcd/article/view/2070/578>